



À titre d'information uniquement – Ceci n'est pas un document officiel

UNIS/NAR/1481
5 mars 2024

Sous embargo jusqu'au mardi 5 mars 2024 à 11 heures HEC

Le Rapport annuel de l'Organe international de contrôle des stupéfiants souligne le rôle d'Internet dans le trafic et l'usage de drogues

Dans son Rapport annuel pour 2023, l'Organe international de contrôle des stupéfiants :

- Constate que le trafic de drogues en ligne a entraîné une hausse de la disponibilité de drogues sur le marché illicite ;*
- Alerte sur le fait que la sécurité des malades est mise en danger par les cyberpharmacies illicites qui leur vendent directement des médicaments sans ordonnance ;*
- Souligne que les services de détection et de répression sont confrontés à une tâche colossale pour ce qui est de surveiller les activités en ligne liées à la drogue et de poursuivre les personnes concernées ;*
- Considère qu'Internet et les médias sociaux ouvrent des perspectives intéressantes pour ce qui est de mener des campagnes de prévention contre l'usage de drogues et d'améliorer l'accès aux services de traitement ;*
- Encourage les gouvernements à tirer parti de toute la gamme d'outils et de programmes qu'il met à leur disposition pour les aider à lutter contre l'utilisation d'Internet aux fins du trafic de drogues ; et*
- S'inquiète des disparités régionales persistantes en matière de disponibilité et de consommation des drogues licites qui sont destinées au traitement de la douleur.*

VIENNE, 5 mars (Service d'information des Nations Unies) – L'évolution de la situation en matière de trafic de drogues en ligne pose de nouveaux défis, explique l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) dans son Rapport annuel. Mais l'OICS indique que l'utilisation d'Internet offre aussi des possibilités pour la prévention et le traitement de l'usage de drogues, l'idée étant de préserver la santé et le bien-être de la population.

La disponibilité accrue de drogues illicites sur Internet, le fait que des groupes criminels exploitent les plateformes en ligne et notamment les médias sociaux, et l'aggravation des risques de décès par surdose qu'implique la disponibilité en ligne de fentanyl et d'autres opioïdes synthétiques sont quelques-uns des principaux défis qui se posent en matière de contrôle des drogues à l'ère d'Internet.

« Nous constatons que le trafic de drogues ne se fait pas uniquement sur le dark Web. Les criminels exploitent également des plateformes de commerce électronique légales. Nous encourageons les gouvernements à travailler avec le secteur privé et à s'impliquer dans les projets de l'OICS afin de prévenir et de détecter le trafic de drogues et d'autres substances dangereuses en ligne », a déclaré Jallal Toufiq, Président de l'OICS.

L'utilisation des médias sociaux et d'autres plateformes en ligne permet aux trafiquants de drogues de proposer leurs produits à un large public à l'échelle mondiale. Diverses plateformes de médias sociaux classiques sont utilisées pour le commerce local, et des contenus inappropriés sont largement accessibles aux enfants et au public adolescent.

Les méthodes de chiffrement, la navigation anonyme sur le darknet et les cryptomonnaies sont couramment utilisées pour échapper à la détection, de sorte qu'il est difficile d'engager des poursuites pour des infractions liées à un trafic en ligne. Les personnes qui enfreignent la loi peuvent transférer leurs activités vers des territoires où elles s'exposent à une répression moins forte ou à des sanctions moins sévères, ou s'installer dans des pays qui leur permettent d'échapper à l'extradition. L'ampleur même des activités en ligne complique encore la situation. Dans le cadre d'une affaire survenue en France, les services de détection et de répression ont recueilli plus de 120 millions de messages écrits provenant de 60 000 téléphones portables.

La sécurité des malades est mise en danger par les cyberpharmacies illicites qui leur vendent directement des médicaments sans ordonnance. Les consommateurs et consommatrices n'ont aucun moyen de savoir si les produits en question sont contrefaits, non autorisés, voire illégaux. La valeur du commerce mondial de produits pharmaceutiques illicites est estimée à 4,4 milliards de dollars des États-Unis.

Perspectives en matière de prévention et de traitement de l'usage de drogues

Selon l'OICS, les plateformes en ligne ouvrent des possibilités pour ce qui est de prévenir l'usage non médical de drogues, de sensibiliser aux méfaits de cet usage et d'appuyer les campagnes de santé publique. Les gouvernements peuvent s'appuyer sur les plateformes de médias sociaux pour mener des campagnes visant à prévenir l'usage impropre de substances, en particulier chez les jeunes.

« Il est possible d'utiliser les médias sociaux et Internet pour prévenir l'usage de drogues, sensibiliser à ses méfaits et améliorer l'accès aux services de traitement », a déclaré le Président de l'OICS, M. Toufiq, mais « dans le même temps, nous sommes préoccupés par le fait que les médias sociaux servent de plus en plus souvent à commercialiser des drogues, y compris auprès des enfants, et par la façon dont les criminels exploitent les plateformes en ligne pour mener des activités illicites ».

La télémédecine et les cyberpharmacies pourraient améliorer l'accès aux soins de santé et aider à entrer en contact avec les patientes et patients qui souffrent de troubles liés à l'usage de drogues, de manière à fournir des services de traitement à un plus grand nombre de personnes. Les plateformes en ligne pourraient aussi servir à diffuser des informations sur les conséquences néfastes de l'usage de drogues et à émettre des alertes concernant les drogues frelatées, ce qui pourrait sauver des vies.

La coopération internationale est essentielle pour lutter contre ce phénomène en expansion

Les plateformes en ligne ayant par nature une portée mondiale, il est d'une importance capitale d'engager une action concertée pour identifier les nouvelles menaces et concevoir des réponses efficaces.

L'OICS encourage les gouvernements et les entreprises en ligne à coopérer spontanément pour lutter contre l'utilisation abusive des plateformes de commerce électronique légales à des fins de trafic de drogues. [Les initiatives](#) qu'il a mis en place, telles que le Programme [GRIDS](#), ont abouti à des saisies de drogues et à des arrestations, ainsi qu'au démantèlement de réseaux criminels.

Les secteurs de la fabrication, de la commercialisation, de la circulation et de la monétisation sont des cibles particulièrement vulnérables pour le trafic de substances dangereuses. L'OICS indique qu'il est indispensable de renforcer la coopération entre les gouvernements, les organisations internationales, les organismes de réglementation et le secteur privé pour faire face à ces menaces en constante évolution.

Disparités persistantes en matière d'accès aux médicaments destinés au traitement de la douleur

Dans de nombreuses parties du monde, la disponibilité de morphine à un coût abordable est insuffisante pour répondre aux besoins médicaux. La persistance des disparités régionales, en matière d'accès aux analgésiques opioïdes servant à traiter la douleur, n'est pas due à une pénurie de matières premières opiacées mais plutôt, en partie, à des évaluations imprécises des besoins médicaux réels des populations concernées. Les niveaux de consommation des médicaments analgésiques restent particulièrement élevés en Europe et en Amérique du Nord.

Un besoin pressant de médicaments contenant des substances placées sous contrôle international s'est fait sentir en 2023, pour les personnes qui subissaient des catastrophes naturelles et des situations d'urgence dues aux changements climatiques et à des conflits. L'OICS exhorte les

gouvernements à appliquer des procédures de contrôle simplifiées dans ce type de situations, afin d'assurer une disponibilité sans entrave des médicaments nécessaires.

Aspects notables de l'évolution de la situation en matière d'offre illicite de drogues

En Afghanistan, la culture illicite du pavot à opium et la production d'héroïne ont connu un recul spectaculaire. L'OICS indique que des moyens de subsistance alternatifs doivent être proposés aux agriculteurs concernés, qui n'ont pas forcément d'autres sources de revenus.

La crise des opioïdes continue d'avoir de graves conséquences en Amérique du Nord, où le nombre de décès impliquant des opioïdes synthétiques autres que la méthadone n'a cessé de progresser, avec plus de 70 000 décès de ce type comptabilisés en 2021.

Dans le bassin amazonien, les organisations de trafiquants de drogues continuent d'étendre leurs activités à l'exploitation minière et forestière illégale et au trafic d'espèces sauvages.

La culture illicite du cocaïer a atteint des niveaux record en Colombie et au Pérou, où elle a augmenté de 13 % et 18 %, respectivement. Les saisies de cocaïne ont atteint en 2021 des niveaux sans précédents en Afrique de l'Ouest et du Centre, cette région apparaissant comme un lieu de transit important pour la cocaïne.

Plusieurs pays européens ont continué à mettre en place des marchés réglementés du cannabis à des fins non médicales. Or, ces programmes ne semblent pas conformes aux conventions relatives au contrôle des drogues.

L'Asie du Sud semble être de plus en plus la cible d'un trafic de méthamphétamine fabriquée illicitement en Afghanistan et destinée à l'Europe et à l'Océanie.

Les États insulaires du Pacifique, qui n'étaient auparavant que des sites de transit le long des itinéraires de trafic de drogues, sont devenus des marchés de destination pour les drogues synthétiques. Cette situation pose des difficultés importantes aux populations locales et aux systèmes de santé publique.

Rapport sur les précurseurs

Dans le cadre de l'action internationale visant à empêcher les fabricants de drogues illicites de remplacer certains produits chimiques placés sous contrôle par des produits de substitution étroitement apparentés, l'OICS recommande qu'un total de 16 précurseurs de stimulants de type amphétamine (deux séries de produits chimiques étroitement apparentés) soient placés sous contrôle international.

À la demande des États-Unis, deux précurseurs du fentanyl ont aussi fait l'objet d'une évaluation de l'OICS, qui a recommandé leur placement sous contrôle international. En outre, le Rapport sur les précurseurs signale que la présence de précurseurs du fentanyl non placés sous contrôle a fortement augmenté en Amérique du Nord, en 2023.

Lors de la session qu'elle tiendra en mars, la Commission des stupéfiants votera pour déterminer s'il convient de placer sous contrôle international les 18 substances en question, en les inscrivant au Tableau I de la Convention de 1988.

L'OICS s'inquiète de l'absence d'audits et d'inspections dans certaines zones franches, qui sont susceptibles d'être utilisées pour des activités illicites. Il appelle les gouvernements à assurer une surveillance appropriée sur ces zones, afin d'éviter qu'elles ne servent au trafic de précurseurs.

* * *

*L'OICS est l'organe indépendant et quasi-judiciaire chargé de promouvoir et de suivre l'application, par les États, des trois conventions internationales relatives au contrôle des drogues : la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, la Convention sur les substances psychotropes de 1971 et la Convention contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988. Établi par la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, il se compose de **treize membres** qui sont élus à titre personnel par le Conseil économique et social pour un mandat de cinq ans.*

* * *

Pour de plus amples informations, veuillez vous adresser au :

Secrétariat de l'OICS
Tél. : (+43-1) 26060-4163
Courriel : incb.secretariat@un.org
www.incb.org